



Le retour de la géopolitique : un défi pour l'Europe

A quelques jours de l'élection d'un nouveau président des [Etats-Unis](#), quel que soit le vainqueur de cette invraisemblable campagne, la seule certitude est qu'il ou elle devra faire face à un monde marqué par le retour de la géopolitique, c'est-à-dire la logique froide et cynique des rivalités de puissances. Le phénomène a été relevé depuis quelques années, mais a pris tout son sens avec les guerres du Moyen-Orient et l'émergence d'"hommes forts" à la tête de nombreux Etats-clés.

Cette nouvelle donne internationale signe l'échec de l'ère de Barack Obama, qui avait commencé son premier mandat avec son [discours du Caire](#) en forme de main tendue au monde arabo-musulman après les guerres menées par son prédécesseur Georges W. Bush, mais termine son second mandat incapable de peser sur la monstrueuse guerre de Syrie, dans un climat de guerre froide qui ne dit pas son nom avec la Russie. Obama s'est placé sur la défensive – une "puissance de statu quo", selon la formule des experts en géopolitique – dans un monde en mouvement.

Elle laisse aussi totalement désarmée l'Europe qui se vivait comme un modèle de construction pacifique pour un monde post-conflits, et qui vit très mal le retour des rapports de force brutaux à ses frontières (Ukraine, Moyen-Orient), et les tentations autoritaires chez certains de ses propres Etats-membres.

"Déclaration de guerre"

Lors des [Journées de l'Obs](#), organisées les 19 et 20 octobre à Bruxelles, en partenariat avec les journaux belges "Le Soir" et "De Standaard", un débat était justement consacré au "retour de la géopolitique", avec le professeur américain Russel Walter Mead, qui, le premier, avait théorisé ce concept dans la revue ["Foreign Affairs"](#) en 2014, estimant que "les relations de puissance à l'ancienne sont de retour dans les relations internationales".

Ce professeur américain a tenté d'expliquer au public bruxellois que si le projet européen était d'abord économique, institutionnel et juridique, il n'en était pas moins, sans que les Européens eux-mêmes en soient conscients, un "projet géopolitique". Depuis 350 ans, a-t-il expliqué, que ce soit sous les Tsars, les Soviétiques ou aujourd'hui avec Vladimir Poutine, la Russie n'accepte pas d'être écartée du "concert européen".

"Or, la manière de procéder des 28, qui se réunissent entre eux, décident des sujets d'intérêt commun et attendent de la Russie qu'elle s'y conforme, est perçue par celle-ci comme une déclaration de guerre, comme une éviction totale de la Russie d'un processus de décision dont, depuis Pierre le Grand, elle a toujours fait partie, sous une forme ou sous une autre".

La conséquence, selon Russel Walter Mead, est que les Européens, "sans le vouloir et, sans doute, sans même s'en rendre compte, ont lancé un défi géopolitique à la Russie. Et la Russie répond".

A la mi-octobre, l'ambassadeur russe aux Nations Unies, Vitali Tchourkine, vieux routier de la diplomatie soviétique puis russe, déclarait à un petit groupe de journalistes que les tensions entre Moscou et Washington étaient "probablement les pires depuis 1973", c'est-à-dire depuis la guerre israélo-arabe qui avait vu les deux super-puissances d'alors approcher dangereusement d'un affrontement direct.

Des propos qui ne sont pas lancés au hasard, et résonnent comme une mise en garde à Hillary Clinton, la favorite de la présidentielle américaine, qui est tentée d'afficher une plus grande fermeté face à Vladimir Poutine. Le diplomate russe a ainsi totalement écarté la proposition de la candidate démocrate d'imposer une "no fly zone", une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, qui empêcherait l'aviation russe de bombardier les zones rebelles d'Alep. Pas question tant que les hommes d'Al-Qaida y sont présents, a-t-il dit, accusant les Occidentaux d'"hypocrisie".

Le prochain président américain, surtout s'il s'agit d'Hillary Clinton, devra définir sa stratégie face à cette nouvelle donne : rentrer dans cette logique de nouvelle guerre froide avec une Russie qui veut, par tous les moyens, s'imposer comme l'un des pôles dominants de ce [monde](#) en recomposition, malgré ses faiblesses structurelles évidentes ; ou tenter de nouveau un "reset", c'est-à-dire chercher un redémarrage sur de nouvelles bases comme [Hillary Clinton](#) elle-même l'avait essayé, sans succès, à son arrivée au Département d'Etat en 2009. Par tempérament et par calcul politique, elle risque fort de choisir la première option.

L'Europe affaiblie

Pour les Européens, cette période est à haut risque. L'Union est affaiblie par ses divisions internes et son essoufflement économique, le casse-tête du Brexit, et, surtout, une absence de leadership clair et reconnu.

C'est sans doute l'une des caractéristiques de cette nouvelle donne : le retour des "hommes forts". [Vladimir Poutine](#) en est le parfait exemple, cultivant son image d'ancien agent des services secrets soviétiques, affrontant les ours polaires ou faisant du cheval torse nu, c'est la marque de fabrique du "chef" charismatique.

Mais il n'est pas le seul. [Recep Tayyip Erdogan](#), le Président turc, s'est, lui aussi, coulé sans difficultés dans le moule du leader autoritaire, surtout depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet. L'ampleur de la répression qui touche tous les secteurs, la décision de

rétablir la peine de mort confirmée il y a seulement quelques jours, les discours révisionnistes sur l'histoire et les frontières qui accompagnent la volonté de participation à [la bataille de Mossoul en Irak](#), sont autant de signes de cette dérive dont seule l'ampleur surprend vraiment.

Au même moment, le numéro un chinois, Xi Jinping, se voit attribuer pour la première fois par le Plénum du Comité central du Parti communiste chinois, la semaine dernière, le titre de "noyau dur" du leadership, c'est-à-dire l'homme auquel chacun doit obéissance et loyauté. Sans surprise après le tour de vis auquel on assiste depuis que Xi Jinping est aux commandes, depuis trois ans, et dont l'embryon de société civile chinoise est la principale victime.

François Heisbourg, Président de l'Institut international des études stratégiques (IISS), estimait, lors de la table ronde sur le "retour de la géopolitique" à Bruxelles, que l'un des principaux défis de l'avenir serait "la manière dont la Chine s'installe dans le banquet mondial", faisant le parallèle, peu encourageant, avec l'essor de l'Allemagne à la fin du XIXe siècle. "Nous pouvons encore éviter la catastrophe", nuancait-il.

Plus près de nous, nous voyons bien comment plusieurs Etats d'Europe centrale et orientale cèdent, eux aussi, aux sirènes de l'"homme fort" et d'un autoritarisme supposé bienveillant pour traverser ces périodes d'incertitude.

Les vieux pays de l'Union européenne, en particulier les fondateurs, ont une responsabilité particulière dans la période actuelle, à laquelle ils sont, hélas, bien peu préparés et aptes à répondre. Entre leurs faiblesses structurelles – il suffit d'observer le paysage politique français ravagé – et leurs hésitations – l'Allemagne a toujours le complexe du leadership –, ils sont en train de passer à côté de l'histoire.

Au lieu d'être une force de proposition, voire un modèle pour échapper à la fois aux rivalités de puissance et au retour d'un despotisme qui gagne du terrain, l'[Europe](#) risque de décrocher et d'être le jouet, ou pire, la victime de cette montée des périls. Ce serait l'échec d'une génération politique, l'échec d'un projet jamais arrivé à maturité, un triste paradoxe à quelques mois seulement du soixantième anniversaire de la signature du Traité de Rome.

Source: tempsreel.nouvelobs.com **Pierre Haski**